

24 années d'emprisonnement. Une lettre de Josefina García Aranburu.

Fina a été emprisonnée durant 20 années en Espagne, et a été brutalement torturée, pour son militantisme dans les GRAPO. Après sa mise en liberté, elle a de nouveau rejoint la lutte politique en passant dans la clandestinité comme militante du PCE(r). Elle a été arrêté en 2002 à Paris et a été jugé en France. Accomplissant sa condamnation dans un très mauvais état de santé (cardiopathie grave avec angine de poitrine à répétition, hernie discale causée par la bagarre avec la gendarmerie dans le Palais de Justice de Paris pendant son jugement, duquel elle a été expulsée violemment plusieurs fois) elle a été illégalement extradé vers l'Espagne. Après 24 années d'emprisonnement, avec la santé totalement minée par son séjour en prison et les tortures auxquelles elle a été soumise et avec une condamnation entièrement accomplie, Fina a finalement été libérée. Voici une lettre de Fina lue à la manifestation devant la prison de Meco pour sa libération, le 16 juin 2007

Chers Camarades,

À cette heure même nous pouvons presque nous toucher du doigt, quelques mètres nous séparent, juste ceux qui marquent la différence entre la liberté et la prison. Aujourd'hui vous êtes rassemblés devant les portes de cette prison, entre autres raisons, pour exiger ma libération. Ni vous, ni nous ne mendions, nous ne demandons rien. Nous luttons pour en finir avec les injustices comme celle que vous dénoncez aujourd'hui: ma séquestration illégale, pour être militante du PCE(r) et défendre les idées communistes; séquestration aggravée par mon état de santé.

Je souligne l'expression entre autres raisons parce que je crois que on ne peut exiger ma libération sans exiger en même temps celle de María José Baños Andujar, militante de l'organisation antifasciste GRAPO, qui a besoin d'une transplantation du foie le plus tôt possible et qui, très probablement, n'y aura pas accès tant qu'elle sera en prison; on ne peut exiger ma liberté sans exiger en même temps celle de la dizaine de prisonniers politiques basques gravement malades, ou celle de n'importe quel autre prisonnier politique anti-fasciste ou anarchiste qui se trouverait dans la même situation; on ne peut exiger ma liberté sans dénoncer en même temps la torture systématique à laquelle est soumis Manuel Pérez Martínez secrétaire général de mon parti, par manque de soins médicaux.

Nous sommes quelques-uns que vous devez arracher à leurs griffes avant qu'ils finissent de nous tuer lentement. C'est ce qu'ils tentent de faire en refusant de nous appliquer leurs propres lois.

Vous êtes, aussi, là, entre autres raisons parce que:

on ne peut exiger une libération sans exiger en même temps celle de Marcos Regueira et Joaquín Garrido, militants du PCE(r) qui, comme moi, ont déjà subi une condamnation en France pour le même «délit»: être communiste et ne rien renier, pour lequel veut à nouveau nous juger et condamner illégalement le Tribunal d'exception de l'Audience Nazionale; on ne peut exiger ma libération sans exiger en même temps celle de Manuel Pérez et des autres militants du parti, Isabel, Elipe, Aurora, Iolanda, David, Arantza, Juan Carmiña, Paco, Lucio, Ramón et Isabel Aparicio, quelques-uns d'entre eux déjà condamnés à de longues peines en vertu de la Loi des partis. À cause de cette même loi, sont également incarcérés deux membres des Comités pour un Secours Rouge international et des centaines de jeunes et moins jeunes membres des diverses organisations politiques, sociales, et culturelles du Mouvement de libération nationale basque. Cette situation s'aggrave dans le cas de Manuel Pérez, Isabel Llaquet et de Jose-Luis Elipe déjà condamnés en France que l'on veut impliquer directement dans des actions armées des GRAPO;

on ne peut pas non plus exiger ma libération sans exiger que l'on libère en même temps dès maintenant tous les prisonniers politiques auxquels on inflige la perpétuité en la couvrant d'artifices comme la soi-disant *doctrine Parot*.

En définitive vous êtes ici parce qu'en même temps que vous exigez ma libération et que vous vous proposez de gagner cette petite bataille partielle, vous luttez en continuerez de lutter inlassablement pour obtenir:

l'Amnistie pour tous les prisonniers politiques;

l'abrogation de la loi de partis et des autres lois répressives;

la dissolution de l'Audience nationale, Tribunal d'exception héritier, fils naturel de l'antique Tribunal de l'Ordre public;

les libertés politiques qu'on nous refuse depuis plus de 70 ans: la liberté d'expression, de réunion et de manifestation sans conditions, le droit à l'autodétermination de la Galice, d'Euskal Herria et de la Catalogne.

Toutes ces revendications, comme la conquête des conditions de travail dignes et d'un salaire juste pour les travailleurs, supprimées sauvagement durant ces années de *Réforme*, fort indissolublement partie d'une seule et même lutte dont l'objectif final est le renversement du système capitaliste et de son régime fasciste, et la construction d'une société sans classes, sans exploitation ni oppression d'aucun genre. Par conséquent nous ne pouvons ni ne devons séparer la lutte pour l'un de ces objectifs de la lutte pour les autres, nous ne pouvons ni ne devons le séparer, ni les voir isolément.

C'est pourquoi, en même temps que je remercie de la solidarité nationale et internationale qui se développe à mon égard, je veux surtout encourager chacun de vous à ne pas faiblir et à unir la lutte pour ma libération à la lutte pour l'Amnistie et les autres revendications démocratiques en suspens.

Tous unis dans la lutte contre le fascisme!

Suppression de la loi des Partis!

Amnistie maintenant!

Josefina García Aramburu (Fina)

Militante du PCE(r)

16 juin 2007